

Prochain tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF

Date de la contribution : 20/11/2023

Introduction

France Gaz remercie la CRE pour l'ensemble de la démarche de concertation mise en place au cours de l'année 2023 qui a permis d'associer très largement l'ensemble des acteurs concernés et de partager au fil de l'eau les principaux enjeux associés à la prochaine génération des tarifs d'infrastructures gazières.

En synthèse de sa réponse, France Gaz souhaite porter les points suivants à l'attention de la CRE :

- Les tarifs d'infrastructures ont vocation à apporter une rémunération juste aux opérateurs pour leurs investissements et à couvrir leurs charges d'exploitation. Dans le contexte macroéconomique actuel, il apparaît nécessaire d'adapter la méthodologie de calcul du CMPC pour refléter l'évolution des conditions de financement et rémunérer correctement le capital investi. Par ailleurs, les mécanismes d'apurement des charges inscrites au CRCP doivent être adaptés pour compenser les opérateurs des surcoûts supportés dans le contexte de crise de 2022. En tout état de cause, le niveau de la trajectoire des charges d'exploitation doit permettre aux distributeurs de faire face à leurs missions en matière de sécurité
- L'enjeu de ciseau tarifaire identifié par la CRE constitue un enjeu économique important qu'il convient d'anticiper. Les évolutions réglementaires mises en place doivent cependant être suffisamment progressives pour limiter les effets de seuil. À cet égard, France Gaz considère que les pistes identifiées par la CRE ne peuvent être mis en œuvre dès la prochaine période tarifaire. La proposition de désindexation de la BAR pourrait être étudiée pour une application au seul périmètre des nouveaux actifs entrant dans la BAR. De même que pourrait être étudiée la baisse de la durée d'amortissement dans les cas où elle est pertinente sur certains actifs ciblés.
- Les évolutions du cadre de régulation doivent accompagner le développement de l'ensemble des filières de production de gaz renouvelables et bas-carbone, et les évolutions du terme d'injection ne doivent pas conduire à freiner leur dynamique
- Les activités de R et D des opérateurs d'infrastructures représentent un enjeu majeur pour correctement anticiper l'évolution du mix gazier et son impact sur les infrastructures, et les budgets associés doivent être préservés.
- La structure du tarif de distribution a vocation à évoluer pour mieux refléter les évolutions des usages du gaz et anticiper les évolutions attendues à l'avenir.

Cadre de régulation tarifaire

Question 1 : Partagez-vous le bilan du cadre de régulation fait par la CRE ?

Oui

Commentaire :

France Gaz partage globalement les conclusions de la CRE quant au bilan du cadre de régulation, qui a montré son efficacité en permettant aux utilisateurs des infrastructures gazières de bénéficier d'un très bon niveau de qualité de service et d'une facture maîtrisée aux réseaux tout en donnant aux opérateurs d'infrastructures les moyens nécessaires pour investir et innover. Néanmoins, compte tenu du retour d'expérience de la période 2020-2023, les mécanismes d'apurement des charges inscrites au CRCP doivent être améliorés.

Question 2 : Considérez-vous comme la CRE qu'une durée de la période tarifaire de quatre ans est adaptée pour l'ensemble des tarifs ? Partagez-vous l'avis de la CRE de reconduire la clause de rendez-vous à mi-période pour les charges d'exploitation ?

Oui

Commentaire :

France Gaz considère qu'une période tarifaire de quatre ans est adaptée pour donner un niveau de visibilité suffisant aux acteurs. Une clause de rendez-vous à mi-période pour les charges d'exploitation est pertinente pour tenir compte des évolutions de contexte réglementaire ne pouvant être anticipé lors de la fixation des tarifs.

Question 3 : Avez-vous des remarques sur la méthode de détermination du revenu autorisé ?

France Gaz est globalement favorable à la méthode de détermination du revenu autorisé présentée par la CRE, à l'exception des modalités de prise en compte des immobilisations en cours (IEC).

En effet, la rémunération des IEC au coût de la dette ne reflète pas la réalité de la structure de financement des opérateurs d'infrastructures. Il n'y a pas de raison économique que les investissements à cycle court soient traités de manière distincte des investissements à cycle long. France Gaz est favorable à ce que les IEC soient rémunérées au CMPC.

Question 4 : Êtes-vous favorable à un changement de méthode pour la fixation du coût moyen pondéré du capital, afin de mieux refléter l'évolution des conditions économiques ? Si oui, êtes-vous favorable à la mise en place d'un double taux, ou l'utilisation d'un taux unique pondéré ?

Favorable

Commentaire :

France Gaz considère que les évolutions du contexte macro-économique, marquées notamment par une hausse de l'inflation et une remontée des taux d'intérêt, impliquent que la reconduction de la méthode actuelle de fixation du coût moyen pondéré du capital (CMPC), reposant principalement sur des données historiques de long terme, serait susceptible de conduire à un taux significativement inférieur au niveau attendu par les investisseurs. En ce sens, il ne permettrait pas de rémunérer correctement le capital investi. Cet élément serait susceptible de dégrader la capacité de financement des opérateurs et de remettre en cause les futurs investissements nécessaires au maintien ou à l'adaptation des infrastructures.

France Gaz est donc favorable à un changement de méthode permettant de refléter l'évolution des marchés financiers pour le financement de nouveaux actifs et le refinancement des actifs existants, afin de tenir compte de la remontée du taux sans risque.

France Gaz est par ailleurs favorable à l'utilisation d'un taux unique plutôt que deux taux différents, afin de mieux refléter la réalité du mode de financement des infrastructures qui n'est pas nécessairement fléché par actif.

Question 5 : Si un taux unique devait être retenu, sur la base de quelle pondération ce taux unique devrait-il être selon vous établi ?

France Gaz considère que la pondération retenue pour établir le CMPC devrait refléter la réalité de la structure de financement de chaque opérateur d'infrastructure dans une approche au cas par cas.

Question 6 : Êtes-vous favorable au maintien de la régulation incitative relative aux coûts échoués de GRDF ?

Favorable

Commentaire :

France Gaz est favorable au maintien de la régulation incitative des coûts échoués de GRDF.

Question 7 : Êtes-vous favorable à la reconduction en l'état du cadre de régulation concernant les actifs immobiliers et les terrains cédés ?

Favorable

Commentaire :

France Gaz est favorable à la reconduction en l'état du cadre de régulation concernant les actifs immobiliers et les terrains cédés.

Question 8 : Êtes-vous favorable aux grands principes de fonctionnement et d'actualisation du CRCP envisagés par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

France Gaz appelle à deux évolutions dans le principe de fonctionnement et d'actualisation du CRCP.

D'une part, les modalités d'apurement du CRCP en vigueur actuellement ne paraissent plus adaptées au nouveau contexte énergétique, caractérisé par une volatilité d'un certain nombre de charges se retrouvant au CRCP. Le plafond apparaît trop contraignant, et de nouvelles modalités permettant un apurement au fil de l'eau afin d'éviter la constitution d'un « stock » de charges trop important sont nécessaires, d'autant plus au regard de la décroissance attendue des consommations. Le cadre d'apurement du CRCP doit donc à notre sens évoluer pour éviter de reproduire des situations avec des niveaux de CRCP élevés en fin de période tarifaire (cf propositions en réponse à la question 10).

Par ailleurs, le taux de rémunération du CRCP devrait être adapté pour refléter la réalité de la charge financière pour les opérateurs : la rémunération du solde au CMPC, ou a minima au taux de la dette, est nécessaire pour compenser les opérateurs des coûts réellement supportés.

Question 9 : Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Favorable

Commentaire :

France Gaz est favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE.

Question 10 : Avez-vous des remarques sur les évolutions de calcul de l'évolution tarifaire, en particulier en ce qui concerne l'ajustement envisagé du terme IPC, pour la prise en compte de l'écart d'inflation entre hypothèse retenue et inflation réalisée en N-1 ? Êtes-vous favorable au maintien à +/-2 % du plafond du facteur k ?

France Gaz est favorable à toute mesure permettant un apurement plus rapide du CRCP, afin de lisser les variations et d'éviter les effets falaise en fin de période tarifaire.

Le relèvement à +/- 3 % du plafond du facteur k est une piste intéressante en ce sens et France Gaz y est favorable. Pour autant, cette mesure n'est sans doute pas suffisante, et deux autres pistes doivent à notre sens être envisagées. D'une part, le fait de « sortir » plusieurs éléments du plafonnement du k, notamment l'écart

d'inflation et les écarts liés aux évolutions du portefeuille. D'autre part, l'introduction d'un niveau de plafond variable du coefficient k en fonction du solde pour adapter les conditions d'apurement au niveau du stock de charges accumulé (possibilité d'accélération de l'apurement dès lors que l'on s'approche de la fin de la période).

Question 11 : Avez-vous des remarques sur les évolutions envisagées du tarif ATRD6 des ELD, en particulier en ce qui concerne l'ajustement envisagé du terme IPC, pour la prise en compte de l'écart d'inflation entre hypothèse retenue et inflation réalisée en N-1, et la prise en compte exceptionnelle de l'écart 2022 au 1er juillet 2024 ?

France Gaz est favorable à cette évolution, mais considère qu'elle ne suffit pas en l'état à répondre à l'enjeu d'apurement du CRCP (cf réponses aux questions 8 et 10).

Question 12 : Êtes-vous favorable au maintien du cadre de régulation actuel pour les charges d'exploitation ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

France Gaz est favorable sur le principe au maintien du cadre de régulation actuel pour les charges qui ne sont pas incitées. France Gaz considère toutefois que le périmètre des charges couvertes au CRCP devrait être adapté (cf réponse aux questions suivantes).

Question 13 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE concernant les évolutions de la régulation incitative des coûts d'exploitation envisagées ?

Oui

Commentaire :

France Gaz partage l'analyse de la CRE et est favorable à l'orientation consistant à prendre en compte au CRCP les écarts relatifs aux termes d'abonnement, en cohérence avec le cadre de régulation des autres infrastructures.

Question 14 : Partagez-vous l'orientation de la CRE concernant la fin de l'incitation de GRDF sur le nombre de consommateurs raccordés à son réseau ?

Oui

Commentaire :

France Gaz partage l'orientation de la CRE sur cette question, dans les conditions exposées à la question 13.

Question 15 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE concernant la régulation incitative des charges d'Avantage en Nature Energie de GRDF ?

Non

Commentaire :

France Gaz ne partage pas l'avis de la CRE, et considère à l'inverse que la couverture de ces charges au CRCP est pertinente. En effet, l'évolution de ces charges au cours de la prochaine période tarifaire est particulièrement difficile à anticiper, compte tenu des multiples incertitudes relatives à l'évolution du prix de l'énergie et à l'application du bouclier tarifaire au tarif agent. S'agissant spécifiquement du gaz, une nouvelle référence doit être trouvée suite à l'extinction définitive des tarifs réglementés de vente. Dès lors, il n'apparaît pas pertinent d'inciter les opérateurs sur ce périmètre de charges, d'autant plus que ces éléments sont gérés à la maille des groupes des énergéticiens nationaux et non de chaque opérateur.

D'un point de vue sémantique, France Gaz relève que la mention d'un « contrat négocié » entre les différentes entreprises concernées n'est pas pertinent compte tenu du caractère réglementé du dispositif.

Question 16 : Êtes-vous favorable au maintien du dispositif et aux évolutions proposées concernant le mécanisme incitant GRDF à la maîtrise de ses coûts unitaires d'investissements dans les réseaux ? Avez-vous d'autres suggestions pour faire évoluer ce mécanisme ?

Favorable

Commentaire :

France Gaz est favorable au principe du mécanisme de régulation portant sur les coûts unitaires et à son maintien

Pour qu'il soit pertinent, il importe particulièrement que les paramètres retenus soient représentatifs des conditions économiques attendues sur la période tarifaire. À cet égard, le fait de prendre comme référence une moyenne des coûts observés entre 2020 et 2022, a fortiori en se basant uniquement sur des éléments prévisionnels pour cette dernière année, ne permet pas de tenir compte du contexte inflationniste récent. France Gaz est donc favorable à ce que les références retenues soient revues pour refléter la réalité des coûts pour l'opérateur.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » pour le tarif ATRD7 ? Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE pour ce mécanisme sur la période ATRD7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

France Gaz est favorable dans l'ensemble à la reconduction du dispositif d'incitation à la maîtrise des coûts pour les investissements « hors infrastructures », à l'exception du cas du volet SI.

En effet, les trajectoires définies en début de période peuvent s'avérer difficiles à tenir pour les opérateurs, dans la mesure où ils n'ont pas tous les leviers à leur main. Par ailleurs, les évolutions réglementaires en cours de période sont susceptibles de nécessiter des développements SI de la part des opérateurs d'infrastructures pouvant être importants et qu'il n'est en tout état de cause pas possible d'anticiper en début de période. Dès lors, la pertinence du maintien d'une incitation à 100 % sur les charges SI est à interroger.

Question 18 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'instauration d'une incitation à la maîtrise et à la priorisation des investissements de GRDF ? Êtes-vous favorable au principe de réévaluation de l'enveloppe d'investissements en cours de période tarifaire ? Êtes-vous favorable aux modalités financières envisagées ?

Défavorable

Commentaire :

France Gaz est défavorable à l'orientation envisagée par la CRE, considérant que le régulateur n'a pas compétence pour contrôler les investissements des GRD, et que les réseaux de distribution sont propriété des collectivités qu'il n'apparaît pas légitime de pénaliser par ce biais.

Au cas d'espèce, GRDF ne dispose pas en tout état de cause de marge de manœuvre significative quant aux investissements à réaliser, qui relèvent (i) d'exigences de sécurité ou d'évolutions réglementaires, (ii) de la réponse à des demande de tiers et (iii) de la mise en œuvre de la transition énergétique pour ce qui concerne le

raccordement des producteurs de biométhane, dans un cadre qui est approuvé par la CRE.

Question 19 : Partagez-vous les enjeux présentés par la CRE s'agissant de la régulation incitative de la qualité de service ?

Sans avis

Commentaire :

N/A

Question 20 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRD7 visant principalement à renforcer les incitations sur les thématiques prioritaires (interventions terrain, transmission des données aux acteurs, réclamations, comptage évolué et injection de biométhane) ?

Favorable

Commentaire :

France Gaz est globalement favorable aux évolutions envisagées par la CRE. La prise en compte dans la régulation incitative de la qualité de service des aspects liés à l'injection de biométhane paraît particulièrement pertinente compte tenu du rôle majeur que cette filière aura à jouer pour la réussite de la transition énergétique.

Le renforcement successif des incitations est pertinent dans la mesure où il n'a pas d'impact excessif sur les coûts associés.

De manière générale, France Gaz rappelle son attachement au principe de symétrie entre bonus et malus dans les dispositifs de régulation incitative.

Question 21 : Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du traitement des réclamations ?

Défavorable

Commentaire :

France Gaz est réservé sur ce point en raison de l'impact potentiel en termes de coûts associé aux modifications envisagées par la CRE.

S'agissant du délai de traitement des réclamations, France Gaz est attaché à ce que le cadre de régulation permette un fonctionnement fluide entre fournisseurs et distributeur.

Question 22 : Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du compte d'écart distribution (CED) ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

N/A

Question 23 : Êtes-vous favorable à l'introduction de l'indicateur « Taux de publication des données journalières de

consommation » ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

N/A

Question 24 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées concernant la qualité de service liée à l'injection de biométhane (suivi des délais de raccordements et incitation des réclamations associées, incitations au délai de remise des études détaillées) ?

Favorable

Commentaire :

France Gaz est favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagée par la CRE pour le tarif ATRT8, ainsi qu'à l'introduction d'indicateurs tenant compte des problématiques relatives à l'injection de gaz renouvelables et bas-carbone apparaît pertinente. Compte tenu du caractère nouveau de ces indicateurs, il est pertinent qu'ils soient suivis à ce stade sans faire l'objet d'incitation financière.

Question 25 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

France Gaz n'a pas de remarque particulière concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R et D envisagé par la CRE, à l'exception du dispositif de guichet *smart grids*. En effet, France Gaz considère qu'il pourrait être intéressant de conserver ce dispositif, quand bien même il n'a pas été utilisé lors de la période tarifaire précédente.

Question 26 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Identifiez-vous des actions prioritaires qui pourraient être intégrées au mécanisme ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

N/A

Question 27 : Considérez-vous que mettre fin à l'indexation de la BAR sur l'inflation pour la prendre en compte directement dans le taux de rémunération apporterait une réponse au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement à terme ? Avez-vous des remarques sur sa mise en œuvre (méthode, progressivité, etc.) ?

Oui

Commentaire :

France Gaz considère que la piste envisagée par la CRE consistant à mettre fin à l'indexation de la BAR sur l'inflation pour la prendre en compte directement dans le taux de rémunération constitue une évolution très importante du cadre réglementaire par rapport à ce qui est pratiqué depuis des années maintenant. Une application progressive apparaît nécessaire pour permettre à tous les acteurs d'appréhender le mécanisme et pour lisser ses effets et en particulier la hausse tarifaire qui en résultera.

Dès lors, France Gaz considère que cette évolution, si elle est décidée, ne devrait s'appliquer qu'aux nouveaux investissements dans le cadre de l'ATRD7.

En tout état de cause, France Gaz souligne que la mise en œuvre de cette évolution est indissociable de la question du niveau de CMPC, qui doit garantir une juste rémunération des investissements réalisés par les opérateurs, a fortiori pour ceux qui ont été approuvés par la CRE.

Question 28 : Considérez-vous que le changement de méthode d'amortissement apporterait une réponse au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement à terme ?

Non

Commentaire :

France Gaz n'est pas favorable au changement de méthode d'amortissement envisagé par la CRE. Une telle évolution aurait pour effet de décorrélérer le niveau des amortissements au titre de la régulation et le niveau des amortissements fiscaux, avec des effets de bord en matière de fiscalité pour les opérateurs.

Question 29 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la pertinence de la réduction de la durée d'amortissement pour répondre au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement ?

Oui

Commentaire :

France Gaz considère que la réduction de la durée d'amortissement peut être une piste intéressante dans certains cas particuliers.

La mise en œuvre de cette évolution doit toutefois faire l'objet d'une analyse au cas par cas. En effet, l'étude de la CRE sur l'avenir des infrastructures gazières illustre bien que la très grande majorité des actifs resteront nécessaires à horizon 2050. Une application réservée dans un premier temps aux nouveaux actifs permettrait de tenir compte de cette perspective.

Le sujet doit être regardé de manière différenciée selon le type d'infrastructures. S'agissant des infrastructures de distribution de GRDF, cette approche a déjà été mise en œuvre dans le cadre de l'ATRD6 et l'on n'identifie pas de marge de manœuvre supplémentaire significative.

Question 30 : Considérez-vous souhaitable de mettre en œuvre dès maintenant ces évolutions ?

Non

Commentaire :

France Gaz considère qu'une mise en œuvre progressive des évolutions envisagées est nécessaire, afin d'en garantir la faisabilité opérationnelle et la lisibilité pour les utilisateurs d'infrastructures.

Les évolutions réglementaires mises en place doivent cependant être suffisamment progressives pour limiter les effets de seuil. À cet égard, France Gaz considère que les pistes identifiées par la CRE ne peuvent être mis en œuvre dès la prochaine période tarifaire. La proposition de désindexation de la BAR pourrait être étudiée pour une application au seul périmètre des nouveaux actifs entrant dans la BAR. De même que la baisse de la durée d'amortissement pourrait être étudiée dans les cas où elle est pertinente sur certains actifs ciblés.

En tout état de cause, la proposition de désindexation de la BAR sera très directement liée à sa répercussion sur le

niveau de CMPC : il est donc préférable d'avoir de la visibilité sur la répercussion dans le calcul du CMPC avant de pouvoir se positionner sur une bascule complète.

Question 31 : Avez-vous d'autres suggestions concernant la répartition dans le temps des charges de capital, dans l'objectif de répondre au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement de gaz ?

N/A

Question 32 : Êtes-vous favorable aux taux de pertes théorique envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

N/A

Question 33 : Êtes-vous favorable à la reconduction le cadre de régulation du projet changement de gaz tel que défini sur la période ATRD6 ?

Favorable

Commentaire :

France Gaz considère que le cadre de régulation du projet changement de gaz a fait ses preuves et qu'il est pertinent de le reconduire. Il convient de prendre en compte dans son paramétrage l'évolution du coût de remplacement des appareils incompatibles en cohérence avec le décret en cours de publication.

Niveau tarifaire

Question 34 : Avez-vous des observations concernant les ajustements envisagés par la CRE sur la trajectoire de R&D de GRDF sur la période ATRD7 ?

France Gaz souligne que la R et D des opérateurs d'infrastructures a vocation à assurer la pérennité de leurs activités en développant les innovations technologiques pertinentes au regard de l'évolution du contexte technico-économique et réglementaire du secteur gazier. Il est donc nécessaire qu'ils puissent travailler sur tous les sujets nécessaires pour se projeter dans la suite, y compris les nouvelles filières de production de gaz renouvelables et bas-carbone.

Le budget R et D alloué aux opérateurs doit donc refléter l'importance des transformations à l'œuvre et leur permettre de mener les travaux nécessaires. En particulier, France Gaz considère que l'enveloppe budgétaire allouée aux travaux de R et D ne saurait être en baisse par rapport à la période tarifaire précédente.

Certains membres de France Gaz ne partagent toutefois pas cette vision et se rangent à l'analyse de la CRE.

Question 35 : Avez-vous des observations concernant le bilan des gains Gazpar sur la période ATRD6 et l'estimation des gains sur la période ATRD7 ?

France Gaz n'a pas d'observation particulière sur ce sujet, considérant que l'opération s'est globalement bien déroulée aussi bien en matière de planning que de budget.

Question 36 : Avez-vous des observations sur le niveau de charges nettes d'exploitation envisagé par la CRE sur la période ATRD7 ?

France Gaz ne se positionne pas sur le niveau des charges envisagé par la CRE. Pour autant, France Gaz souligne que la trajectoire des charges d'exploitation doit permettre à GRDF de faire face à ses missions tout en tenant compte des conditions économiques actuelles et du contexte inflationniste.

Question 37 : Avez-vous des remarques concernant le solde de CRCP au 31 décembre 2023 ?

N/A

Question 38 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des charges à couvrir demandé par GRDF ?

France Gaz ne se positionne pas sur le niveau des charges à couvrir demandé par les opérateurs. Pour autant il apparaît nécessaire de bien distinguer dans l'analyse les charges pérennes et les charges correspondant à des éléments conjoncturels. Ainsi, le niveau de certains postes de charges, liées par exemple aux achats énergie, est très lié au contexte particulier du marché de l'énergie et n'a pas vocation à se maintenir structurellement.

Tout en étant conscient de l'impact à la hausse pour les consommateurs, France Gaz souligne que la majorité de la hausse nécessaire correspond à une régularisation du passé résultant notamment des conditions climatiques observées. Pour ce qui est des charges correspondant à la période tarifaire à venir, France Gaz est attaché à ce que la trajectoire tarifaire permette aux opérateurs d'infrastructure de faire face dans des conditions appropriées à leurs missions, s'agissant en premier lieu des enjeux de sécurité.

Question 39 : Quelle est votre position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 ?

Cf réponse question 38 – France Gaz ne se positionne pas sur le niveau des charges à couvrir, étant entendu toutefois que celui-ci doit permettre aux opérateurs de travailler en assurant la sécurité des biens et des personnes ce qui constitue la priorité absolue.

France Gaz considère en tout état de cause qu'il n'est pas possible de se prononcer sur un scénario illustratif qui ne constitue pas une orientation quant aux paramètres sous-jacents (niveau retenu pour le CPMC, etc.)

Question 40 : Que pensez-vous des trajectoires prévisionnelles de quantités de gaz distribuées et de consommateurs raccordés envisagées par la CRE ?

France Gaz considère que la trajectoire prévisionnelle doit refléter les meilleures prévisions à date, afin de limiter au maximum les effets de rattrapage en fin de période.

En particulier, France Gaz attire l'attention sur le fait que retenir une trajectoire de consommation plus importante que celle que l'on peut raisonnablement anticiper aurait pour effet, toute chose égale par ailleurs, d'augmenter le niveau du CRCP qu'il faudra alors apurer sur la période tarifaire suivante.

Question 41 : Avez-vous des remarques concernant les options de lissage du revenu autorisé de GRDF envisagées par la CRE ?

La proposition de lisser la hausse sur la période tarifaire permettrait dans une certaine mesure d'atténuer l'augmentation de la facture en début de période tarifaire et de limiter l'impact financier pour les fournisseurs engagés dans des offres à prix fixe.

Elle aurait toutefois comme corollaire de reporter pour les années à venir de futures hausses relativement importantes tout en retardant la couverture du manque à gagner supporté par GRDF.

Sans se prononcer sur les deux options envisagées par la CRE, France Gaz relève qu'en tout état de cause elles ne diffèrent que marginalement l'une de l'autre compte tenu des paramètres retenus.

Question 42 : Êtes-vous favorable aux modalités d'évolution du terme Rf envisagées par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

France Gaz est favorable aux modalités d'évolution du terme Rf.

Structure tarifaire

Question 43 : Partagez-vous les enjeux identifiés par la CRE en termes de structure du tarif de distribution de gaz ?

Oui

Commentaire :

France Gaz partage les enjeux identifiés par la CRE en termes de structure de l'ATRD.

Question 44 : Partagez-vous les enjeux identifiés concernant la tarification des usages appoint-secours du réseau de distribution ?

Oui

Commentaire :

France Gaz partage les enjeux identifiés et considère pertinent d'introduire un terme capacitaire de sorte à ce que les clients ayant des usages appoint-secours contribuent au financement des réseaux à hauteur des coûts qu'ils génèrent.

Question 45 : Avez-vous des remarques concernant le niveau de seuil proposé par GRDF, afin de ne pas viser l'ensemble des clients par l'introduction d'un terme de débit ?

France Gaz considère pertinent de viser l'ensemble des clients ayant des usages appoint/secours, et donc d'appliquer le terme sur les options T1 à T3.

Question 46 : Est-ce que l'introduction du terme de débit tel que proposé vous semble une solution adaptée pour répondre aux enjeux identifiés pour la prochaine période tarifaire ?

Oui

Commentaire :

Sans se prononcer sur le niveau du terme qu'il convient de retenir, France Gaz considère que son introduction est pertinente et constitue une solution adaptée aux enjeux identifiés, en particulier si elle est conçue comme une première étape permettant de préparer l'avenir et les futures évolutions attendues s'agissant des usages du gaz.

Question 47 : Avez-vous des remarques sur la grille indicative à iso-niveau présentée par la CRE correspondant à l'introduction d'un terme de débit ?

N/A

Question 48 : Partagez-vous la position de la CRE sur l'opportunité d'un changement de seuil T2/T3 ?

Non

Commentaire :

France Gaz considère que le changement de seuil est justifié d'un point de vue théorique.

Une telle évolution ayant nécessairement des impacts pour les fournisseurs et les consommateurs, il est pertinent de prévoir sa mise en œuvre en 2026 afin de laisser à chacun le temps d'anticiper.

Question 49 : En cas d'introduction d'un changement de seuil entre options T2 et T3, êtes-vous favorable à la fixation du nouveau seuil à 100 MWh ? Un autre niveau de seuil, tel que 50 MWh, vous paraît-il plus pertinent ?

Favorable

Commentaire :

France Gaz est favorable à la fixation du seuil à 100 MWh, afin de garantir le plus possible l'homogénéité des types de clients intégrés dans l'option tarifaire T3.

Question 50 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une concomitance entre l'évolution du seuil entre options tarifaires T2 et T3 et celle entre les profils et la fréquence de relève doit être recherchée, en cas d'introduction d'un changement de seuil ?

Oui

Commentaire :

France Gaz partage l'analyse de la CRE et considère qu'il est indispensable de prévoir une évolution cohérente et concomitante des seuils, des CAR, des profils et des fréquences de relève.

Question 51 : Êtes-vous favorable au maintien du principe d'un timbre d'injection et à son extension aux installations de productions de gaz renouvelable et bas-carbone ?

Favorable

Commentaire :

France Gaz est favorable au maintien du principe d'un timbre d'injection. Son extension aux installations de production de gaz renouvelable et bas-carbone est cohérente compte tenu de l'évolution attendue du mix de production de gaz en France.

Question 52 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le traitement des augmentations de capacité dans l'application du timbre d'injection ?

Oui

Commentaire :

France Gaz partage l'analyse de la CRE sur ce point.

Question 53 : Êtes-vous favorable aux principes, paramètres de construction et niveaux du timbre d'injection envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

De manière générale, France Gaz est vigilante à ce que les principes de tarification mis en œuvre ne conduisent pas à freiner le développement des filières de production de gaz renouvelable et bas-carbone.

France Gaz observe que le cadre réglementaire en vigueur intègre déjà des signaux économiques à la localisation des incitations de production. Il n'apparaît pas nécessaire de les renforcer davantage, a fortiori dans des proportions telles que celles ressortant de la proposition de la CRE. En particulier, la hausse envisagée pour les producteurs en zone 3 apparaît trop importante et aurait pour effet de dégrader l'équilibre économique des porteurs de projets, au risque de freiner le développement de ces filières.

Sous réserve de la prise en compte de ce point, France Gaz est favorable au principe d'élargissement de l'assiette des charges à couvrir. France Gaz est également favorable à l'introduction d'un terme capacitaire.

Question 54 : Êtes-vous favorable à l'élargissement du périmètre de charges à couvrir par le timbre d'injection ?

Favorable

Commentaire :

Cf réponse à la question 53

Question 55 : Avez-vous d'autres suggestions concernant ce périmètre de charges et la forme à donner au timbre d'injection ?

N/A

Question 56 : Êtes-vous favorable au principe de reversement du timbre d'injection ?

Favorable

Commentaire :

France Gaz est favorable au principe d'un reversement aux GRT des recettes perçues au titre du timbre d'injection par les GRD et associées à l'exploitation des rebours et aux charges d'exploitation indirectes des GRT

Question 57 : Êtes-vous favorable au calendrier envisagé par le CRE pour la mise en œuvre des évolutions de structure du tarif de distribution ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

France Gaz est favorable à ce que toutes les évolutions de structure, y compris celles relatives au timbre d'injection, soient mises en œuvre en 2026, afin de laisser à tous les acteurs le temps de les anticiper et afin d'assurer la synchronicité avec les évolutions tarifaires des ELD.

Question 58 : Pensez-vous souhaitable de faire porter les coûts de la relève résiduelle aux seuls consommateurs générant ces coûts ?

Oui

Commentaire :

France Gaz est favorable au principe consistant à faire payer les coûts de la relève résiduelle aux clients générant ces coûts, selon un schéma équivalent à ce qui a été mis en place pour Linky.

Pour une bonne mise en œuvre de ce principe, il paraît nécessaire de prévoir une traçabilité de la décision d'opposition du consommateur de l'installation de Gazpar.

Question 59 : Êtes-vous favorable à l'approche proposée par la CRE et aux modalités envisagées concernant la facturation de la relève résiduelle ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

N/A

Liste des pièces jointes à la contribution :

CP CRE ATRD7 GRDF - réponse France Gaz_vf.pdf